

Au sujet des questions économiques internationales, nous avons discuté des perspectives offertes à la Conférence sur la coopération économique internationale qui a tenu sa première réunion à Paris le mois dernier. Du fait que cette importante conférence a été originellement proposée par l'Arabie Saoudite et que je suis l'un des deux co-présidents de cette conférence, l'Arabie Saoudite et le Canada ont un intérêt particulier, à discuter du travail de celle-ci dans les domaines clef de l'énergie, des matières premières, du développement et des finances.

J'ai aussi passé en revue avec le Prince Saud ainsi qu'avec le Ministre des finances la situation monétaire internationale et les programmes canadiens et saoudiens d'aide qui forment un chapitre d'importance croissante de la politique étrangère des deux pays. D'un commun accord il a été convenu que le Canada et l'Arabie Saoudite se consulteront de façon continue sur toutes questions économiques mondiales.

Au niveau politique, le Prince Saud et moi-même avons passé en revue: la situation actuelle au Moyen-Orient, y compris le récent accord de désengagement entre Israël et l'Égypte; les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies au Sinaï et de la Force d'observation du désengagement sur les hauteurs du Golan; et finalement les efforts de l'Office de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) en vue de soulager la misère des réfugiés palestiniens. Le Canada, comme vous le savez, est l'un des principaux contributeurs à la fois à l'UNRWA et aux forces de maintien de la paix des Nations Unies. A l'occasion de ces entretiens je ne me suis pas hasardé à suggérer ce que devraient être les détails d'une résolution de paix éventuelle au Moyen-Orient. Le Gouvernement canadien a de façon soutenue adopté la position qu'il appartient aux parties elles-mêmes de chercher un règlement négocié en accord avec les résolutions 242 et 338 et tous les principes qu'elles consacrent. Le Gouvernement canadien croit que la reconnaissance de frontières sûres pour tous les états de la région, de pair avec le respect de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale, et de leur indépendance politique sont les éléments essentiels d'un règlement équitable et durable. De la même façon, toute solution du conflit pour être équitable et durable devra tenir compte pleinement des intérêts et aspirations légitimes de tous les peuples de la région y compris les Arabes palestiniens. C'est dans ce contexte que je me suis plu à écouter l'avis du Gouvernement saoudien sur le problème du Moyen-Orient, d'autant plus que ce gouvernement a intérêt à la solution de ce problème et les moyens de jouer un rôle significatif dans la réalisation d'un règlement.